

# Un pouvoir local frileux face à un projet ambitieux

Diverses hypothèses circulent sur les raisons réelles qui ont poussé François Pinault à renoncer.

«**B**illancourt est désespérant», écrivait *Libération* dans un article déjà consacré aux lenteurs du réaménagement du site Renault, daté de... 1992. Et François Pinault a désespéré de Billancourt. Trop de maladroites, trop de retards, trop d'indifférence, dit-il. Significativement, personne, hier, n'a officiellement cru devoir réagir à une nouvelle pourtant attendue depuis des semaines. «*C'est un message terrible*», s'est contenté de résumer Catherine Millet, la rédactrice en chef d'*Artpress*.

## ANALYSE

Depuis 2002, les difficultés n'avaient cessé de s'accumuler entre l'entrepreneur et la commune, dans la passivité générale. Au-delà des retards dans le plan d'urbanisme, cruciaux, une fois encore la France a montré qu'elle a le plus grand mal à accueillir une initiative privée en matière d'art. Déjà, le caractère trop contraignant du statut des fondations, et le poids déterminant de l'Etat en leur sein, avait conduit François Pinault à abandonner l'idée d'une fondation pour gérer son musée, en faveur d'une formule d'association.

**Impatience.** «*Le temps d'une administration, c'est celui des procédures*», regrette l'intéressé dans la tribune qu'il a publiée dans *le Monde*. Or, le temps d'un mécène, «*c'est celui de son existence, de son âge, de son impatience à concrétiser son rêve*». Il y a



rêt au projet de musée, qui servirait pourtant d'enseigne au reste du site», se désole un urbaniste. Dans un des rares commentaires distillés ces dernières semaines, la mairie de Billancourt, se défendant de «*toute mauvaise volonté*», plaidait «*la lourdeur des procédures*». L'argument est évidemment valide, au moins en partie. Mais c'est encore pis: cela signifierait qu'il est structurellement impossible en France d'accueillir un tel projet. Quel grand collectionneur, demain, sera tenté de suivre l'exemple de François Pinault?

**Désinvolture.** Quand il était ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon avait lui-même souligné que «*l'atmosphère en France n'était pas favorable à l'initiative privée*». «*Tout est concentré sur la mobilisation des moyens publics, et ce qui vient du privé suscite une certaine désinvolture*», commente-t-il aujourd'hui, après avoir lui-même essayé de monter le dossier du musée pour Pinault. Le ministère a, certes, assoupli les conditions de création et de vie des fondations, et ouvert une fiscalité plus favorable au mécénat. «*Ce sont des mesures très positives, qui donnent de premiers résultats, mais pour le Louvre. Malheureusement, elles ne profitent pas à l'art contemporain*», observe un marchand d'art. La mésaventure survient à un moment où l'offre culturelle dans la capitale se réduit sérieusement, les touristes se heurtant à des fermetures partielles ou totales dans nombre de musées ou sites de la capitale. Dans tout ceci, le silence du mi-